

MÉMOIRE
POUR
LA RESTAURATION
DES
FRÈRES PRÊCHEURS
DANS LA CHRÉTIENTÉ

PRÉSENTÉ PAR

Le R. P. Henri-Dominique LACORDAIRE
PROVINCIAL DE FRANCE

A LA

COMMISSION DE RÉFORME

Instituée par la Sacrée-Congrégation des Evêques et Réguliers

L'AN 1852



$$\begin{array}{r} 274 \\ \hline 2 \end{array}$$

MÉMOIRE
POUR
LA RESTAURATION
DES
FRÈRES PRÊCHEURS
DANS LA CHRÉTIENTÉ

PRÉSENTÉ PAR

Le R. P. Henri-Dominique LACORDAIRE

PROVINCIAL DE FRANCE

A LA

COMMISSION DE RÉFORME

Instituée par la Sacrée-Congrégation des Evêques et Réguliers

L'AN 1852

BX

2431

L33

1852

MÉMOIRE
POUR LA RESTAURATION
DE L'ORDRE
DES
FRÈRES PRÊCHEURS
DANS LA CHRÉTIENTÉ

Depuis le jour où Dieu m'a fait la grâce de revêtir l'habit du glorieux patriarche saint Dominique, je n'ai cessé de réfléchir aux causes et aux remèdes de la décadence où est tombé son Ordre : décadence profonde, et d'autant plus frappante et douloureuse qu'elle contraste avec les souvenirs d'une grandeur qu'aucun autre Ordre n'a surpassée.

Lorsqu'on regarde le passé, on est saisi d'admiration ; lorsqu'on regarde le présent, on est saisi de stupeur. Dans le passé, c'est une longue suite d'apôtres, de docteurs, de martyrs, de saints et de bienheureux dont les noms ont un éclat universel ; et, par-dessous leur gloire, dans les che-

mins moins visités, on découvre sans peine encore une race presque innombrable d'hommes et de femmes qui ont édifié leur âge par leurs grandes vertus ou qui l'ont éclairé par leurs lumières. Dans le présent, ce n'est plus que ruines, silence et désolation : les monastères, si nombreux autrefois, et qui formaient plusieurs provinces en chaque nation, ne se montrent çà et là que comme des oasis dispersées ; la régularité a disparu, sauf un petit nombre de maisons renaissantes ou perdues aux extrémités du monde ; les prédicateurs et les écrivains sont rares, les saints inconnus, la vie diminuée partout dans une mesure qui semble présager la mort ; et cela tandis que des congrégations moissonnées aussi par les révolutions humaines reprennent l'essor de toutes parts et promettent à l'Eglise des générations dignes de la défendre contre les derniers efforts du monde.

D'où vient cette impuissance de l'Ordre de saint Dominique ? En existe-t-il des causes saisissables et des remèdes possibles, ou bien est-ce l'effet d'un abandon de Dieu ? Cet Ordre a-t-il achevé sa course, comme un astre qui s'éteint, parce qu'il n'était point lié à l'ensemble de la nature et ne devait y briller qu'un jour, ou bien sa splendeur est-elle momentanément voilée par des nuages qui peuvent se dissiper ? Telle est la question.

Pour moi, je ne saurais croire que Dieu a rejeté notre saint Ordre. Dieu n'oublie jamais ce

qui a été fait pour lui, et il a promis sa bénédiction jusqu'à la millièrne génération de ceux qui l'ont aimé. Trop de bienheureux issus du tronc qui nous porte sont éternellement en sa présence, trop de sang versé par nos pères coule sur les parvis de la Jérusalem céleste, trop de mains suppliantes et de cœurs puissants intercèdent en faveur de nos débris, pour se persuader que Dieu les méprise et n'y verse plus l'espérance avec sa grâce. Nous sommes profondément blessés, mais guérissables, et déjà, pour un œil accoutumé aux mystères de la vie et de la mort, il n'est pas impossible de découvrir dans nos ruines le mouvement de la résurrection. Ce mouvement est faible, obscur, incertain, mais il est réel, et ce que Dieu demande de nous, c'est de connaître et de faire tout ce que nous pouvons et tout ce que nous devons pour en assurer le développement. Aussi ai-je appris avec une joie très-sensible que la Sacrée-Congrégation des Evêques et Réguliers avait choisi parmi nous, dans nos vieillards et nos hommes les plus expérimentés, deux Commissions, dont l'une est chargée de *préparer pour notre Ordre un plan d'étude qui corresponde aux besoins du temps*, et dont l'autre doit s'occuper de *réduire à une meilleure forme le corps de nos Constitutions, en les débarrassant de la confusion des Chapitres, ainsi que des choses impraticables ou contradictoires*. Ce commandement venu de si haut, puisqu'il

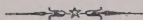
est fait au nom de Sa Sainteté, par une Congrégation de la Sainte Eglise Romaine, est pour nous une preuve que notre Ordre n'est point oublié dans les conseils de la Providence, et, en même temps, un indice précieux des causes qui le retiennent dans les langes d'un affaiblissement continu.

La Sacrée-Congrégation nous avertit que le corps de nos constitutions, après six siècles révolus qui y ont déposé les traces de leur travail, n'est pas exempt de choses qui appellent une *meilleure forme*, dont quelques-unes sont *impraticables*, d'autres *contradictaires*, et enfin surchargées des *décisions confuses d'une multitude de nos Chapitres généraux*. Cet avertissement, grave en lui-même, l'est encore davantage par la difficulté de déterminer les points réformables. Quels sont-ils ? Sont-ils nombreux ? N'est-il pas à craindre, dès qu'on portera la main sur ce monument vénéré, d'en ébranler les fondements ou d'en changer toute l'architecture ? Où sera la limite entre une modification accidentelle et heureuse et une modification substantielle et destructive ? Le révérendissime vicaire-général de l'Ordre veut bien me demander ma pensée dans une affaire aussi capitale.

Tout en sentant ce qui me manque pour émettre un avis, mon devoir est d'obéir. Je le ferai, sinon avec la science convenable, du moins avec

simplicité, en priant Dieu d'éclairer mon esprit, et de ne pas permettre que je dise rien qui puisse causer du préjudice à un Ordre auquel j'ai consacré ma vie et qui a bien voulu me recevoir dans son sein.

Ce Mémoire sera divisé en deux parties : la première traitera *des causes de la décadence de l'Ordre* ; la seconde, *des remèdes à cette décadence*.



PREMIÈRE PARTIE

Des causes de la décadence de l'Ordre

J'estime que ces causes sont au nombre de quatre, que j'examinerai successivement dans les chapitres qui suivent :

CHAPITRE PREMIER

Première cause de la décadence de l'Ordre : la grande difficulté de maintenir ses pratiques dans leur véritable mesure et de les concilier dans leur ensemble avec les nécessités de la vie apostolique et doctrinale.

Saint Dominique avait été chanoine régulier avant d'être apôtre ; il était par lui-même un homme de grande pénitence autant que de prosélytisme ardent, et il était naturel qu'il exprimât dans l'Ordre dont Dieu l'avait prédestiné à être le fondateur tout ce qui faisait le caractère de son âme et de sa personne. Il voulut donc, bien qu'en appelant les siens à être la lumière du monde par la doctrine et la prédication, les retenir dans les liens étroits de la vie cénobitique, et il ne leur épargna aucune des observances qui sont le fondement traditionnel de cette vie : l'abstinence per-

pétuelle de la chair, le grand jeûne du 14 septembre à Pâques, et la célébration en commun de l'office divin le jour et la nuit. Je ne dis rien des austérités secondaires, telles que le port de la laine à l'intérieur et à l'extérieur, l'interdiction du linge dans le coucher, l'aveu et la pénitence des fautes au Chapitre, et enfin tout le détail des usages monastiques. Cet ensemble, rigoureux en lui-même, plus rigoureux encore pour des hommes destinés à une incessante communication avec le monde et au fardeau de l'apostolat, n'effraya point notre héroïque fondateur. Il s'y était soumis le premier sans que ses forces fussent abattues ; il espéra que sa postérité y puiserait les mêmes grâces qu'il avait reçues de Dieu, sans y rien perdre du secours humain qui naît d'une vie bien ordonnée.

Cependant, par une modération et une prudence dignes d'un si grand homme, il permit à chaque Prieur de dispenser ses religieux dans les jeûnes, les abstinences, les veilles, la psalmodie de l'office, non pas seulement pour cause d'infirmité, mais, ce qui était tout à fait nouveau, lorsque ces observances, par leur application trop servile à chacun, auraient nui à l'étude, ou à la prédication, ou au bien des âmes. Écoutons les propres paroles de ses Constitutions : « *Ad hæc tamen in*
« *suo conventu praelatus dispensandi cum fra-*
« *tribus habeat potestatem, cum sibi aliquando*
« *videbitur expedire ; in his præcipue quæ stu-*

« dium, vel prædicationem, vel animarum fruc-
« tum videbuntur impedire; cum ordo noster
« specialiter ob prædicationem et animarum
« salutem ab initio noscatur institutus fuisse et
« studium nostrum ad hoc debeat principaliter
« intendere, ut proximorum animabus possi-
« mus utiles esse. » (Const. prolog., text. 3.)

Et la glose ajoute, de peur qu'on ne donne pas à ce texte toute son importance : « Cum itaque
« finis ordinis nostri sit prædicatio et salus
« animarum, ideo statuta ordinis non debent
« ita rigide servari, quod impediunt illud prop-
« ter quod ordo principaliter est institutus;
« quia quod propter aliquid institutum est, non
« debet contra illud militare, et quæ sunt ad
« aliquem finem ordinata, debent esse propor-
« tionata et commensurata eidem fini, et regu-
« lari secundum congruentiam ad illum finem. »
(Ibid., litt. H.)

Ainsi, saint Dominique subordonnait l'institution monastique à l'institution apostolique : celle-ci était la fin, l'autre le moyen ; et comme le moyen est nécessairement subordonné à la fin, il était permis et même entendu que tout frère prêcheur pourrait, le besoin échéant, obtenir la dispense des principales austérités de l'Ordre. Il fut même réglé, quant à l'office divin, que les prédicateurs et les lecteurs en théologie n'en subiraient point l'obligation pendant qu'ils seraient dans l'exercice actuel de leur charge.

Ces dispositions étaient l'œuvre d'une sagesse admirable ; elles conciliaient ensemble, autant qu'il était possible, les deux vies que saint Dominique avait voulu réunir pour l'édification de l'Eglise. Mais les plus belles choses ont un point vulnérable, à cause qu'elles sont faites pour des hommes, et que des hommes doivent les interpréter et les appliquer. Comme la dispense, plus ou moins temporaire, des jeûnes, des abstinences, des veilles et de la psalmodie, n'était point attachée à un état physique que les sens et l'art pussent constater, mais à un besoin moral que chacun était libre d'empreindre d'exagération, il était aisé à la mollesse de s'armer contre l'observance, au nom d'un intérêt sacré, et, pour peu qu'un Prieur fût faible, d'obtenir de lui des relâchements, destructifs du bon exemple et contagieux pour toute une communauté. En vain était-il prévu que les dispenses seraient individuelles, qu'elles ne s'étendraient point, si ce n'est dans des cas très-graves, au corps total des religieux : cette barrière n'avait rien d'assez fort pour arrêter la dissolution des désirs et la connivence du refroidissement. Ainsi le vit-on, lorsque la ferveur des temps primitifs fut passée. Un couvent nombreux se faisait représenter au réfectoire de l'abstinence par quelques vieillards ou quelques jeunes gens, et le reste, sous couleur de saintes fatigues, courait à l'hospice y chercher des soulagements, irréprochables peut-

être aux yeux des hommes, mais non pas aux yeux de Dieu.

Une fois l'observance littérale violée, au nom de l'esprit, l'esprit ne tardait pas à suivre la lettre. Il est impossible à un religieux, qui méconnaît les austérités qu'il a librement vouées à Dieu, de conserver intérieurement l'onction qui récompense le sacrifice. Avec l'onction s'enfuient le recueillement, l'amour de la solitude, l'humilité de l'obéissance, le goût de la mortification, le silence, la prière, la piété ; ou, s'il reste des vestiges de toutes ces saintes choses dans le religieux irrégulier, ce ne sont plus que des vestiges inefficaces et défailants. Ainsi, par cette route de la dispense, de larges brèches pouvaient se faire et se firent dans l'Ordre de saint Dominique, et tous les jours la même cause y produit les mêmes effets.

Je ne veux point dire, on l'a déjà vu et on le verra plus tard encore, que la dispense ne fût pas un élément nécessaire de notre Ordre ; j'affirme, au contraire, que ce fut dans son fondateur un acte de sagesse de l'établir, et que, sans elle, il n'est pas possible de concevoir, une fois notre but posé et nos austérités consacrées, comment on les ferait marcher de concert.

D'autres législateurs, pressentant ces difficultés du mélange des devoirs monastiques et des offices de l'apostolat, ont résolu le problème en le détruisant : ils ont fondé des Congrégations où il ne

reste rien de la gêne des institutions cénobitiques de l'antiquité. D'autres ont suivi la même voie que notre saint patriarche, mais en l'adouçissant. C'est ainsi que son contemporain et son ami, le glorieux saint François d'Assise, a permis à ses religieux l'usage de la chair pendant plusieurs jours de la semaine. De nos jours, ou du moins proche de nos jours, le vénérable Paul de la Croix, fondateur de l'Ordre des Passionistes, ayant voulu se tenir plus exactement dans les traditions de l'austérité ancienne, avait interdit à ses religieux cet usage de la chair ; mais deux brefs, l'un de Clément XIV, l'autre de Pie VI, le leur permirent quatre jours de la semaine, à deux repas chaque fois. En sorte que, tout considéré, on peut dire que l'Ordre de saint Dominique est le seul Ordre qui ait embrassé et retenu, parmi ceux qui se dévouent aux travaux de la science et de l'apostolat, les trois grandes observances de la vie religieuse pure, savoir : l'abstinence perpétuelle de la chair, le jeûne continu du 14 septembre à Pâques et la célébration en commun de l'office divin le jour et la nuit ; d'où est venue la nécessité de la dispense, laquelle a aisément produit l'abus, et, avec l'abus, des délabrements qu'il a fallu sans cesse réparer.

Voyons comment on s'y est pris.



CHAPITRE DEUXIÈME

Deuxième cause de la décadence de l'Ordre : Les Congrégations séparées des Provinces et privées de droits essentiels à notre régime.

Vers le milieu du XIV^e siècle, une peste affreuse ayant ravagé l'Europe, les monastères de l'Ordre se trouvèrent dépeuplés. Au lieu d'accepter les conséquences du fléau, en rassemblant ce qui restait d'anciens dans un petit nombre de couvents pour chaque Province, sauf même à perdre des droits et des revenus acquis, on aima mieux maintenir l'Ordre dans son étendue matérielle, en y appelant au hasard une multitude d'enfants et de jeunes gens. Leur éducation fût aussi imparfaite que leur vocation. L'âge emporta les vieillards, et avec eux les débris des saintes traditions et des généreux exemples. Une dissolution générale, que favorisa plus tard le grand schisme d'Occident, menaçait d'entraîner dans une ruine précoce l'œuvre de saint Dominique. Dieu suscita pour la sauver le bienheureux Raymond de Capoue.

Ce grand homme, investi de l'autorité souveraine parmi nous, au moment même où le schisme qui divisait la Chrétienté divisait aussi notre Ordre, désespéra de le ramener en entier à l'honneur

de la régularité religieuse; mais, aidé par quelques hommes de même trempe que lui, il conçut le dessein de former çà et là des couvents de stricte observance, où se rendraient ceux que la grâce divine pousserait à embrasser dans son intégrité la pratique de nos lois. Ces couvents se multiplièrent; devenus assez nombreux, on en forma, non pas des Provinces, parce qu'ils étaient dispersés à travers les Provinces antérieurement établies, mais des Congrégations gouvernées par des vicaires-généraux. On leur imposa deux conditions: la première, d'observer *ad unguem*, c'est-à-dire sans aucune dérogation ni mitigation quelconque, les Constitutions de l'Ordre; la seconde, de ne pas même user des dispenses autorisées par ces Constitutions, si ce n'est pour cause d'infirmité proprement dite. C'est ce qui résulte d'une multitude de Chapitres généraux dont Fontana résume en ces termes les dispositions, au Chapitre de *Conventibus observantiæ*: « *In quamplurimis capitulis generalibus sancitum est et*
« *specialiter Romæ, 1553. Ord. 14; ibidem 1558,*
« *conf. 13; ibidem 1580, conf. 33; Avenione,*
« *1561. Conf. 12; Bononiæ, 1564, conf. 8;*
« *Barcinonæ, 1574, conf. 2; Romæ, 1608,*
« *conf. 1; Parisiis 1611, conf. 22; et Valli-*
« *soleti, 1605, Ord. 16, sic dicitur; Ordina-*
« *mus et strictissime mandamus omnibus RR.*
« *Admodum PP. Provincialibus, ut unus-*

« quisque in sua provincia unum vel plures
« conventus, juxta qualitatem et numerum
« fratrum, deputet, in quibus regula et cons-
« titutiones ordinis nostri cum omni rigore
« ab omnibus illic degentibus ad unguem ob-
« servantur, nec cum aliquo ibi commorante
« in carnibus, vel aliis regulari vitæ repu-
« gnantibus, quoquo modo, aut quovis præ-
« textu vel colore, nisi propter actualement infir-
« mitatem dumtaxat dispensari possit. »

Ces principes n'étaient pas seulement appliqués aux couvents de stricte observance isolés, mais aux couvents réunis en Congrégation sous un vicaire-général, comme on peut le voir dans divers Chapitres généraux, et en particulier dans celui de Rome en 1639, à propos d'un changement de nom apporté à la Congrégation d'Occitanie, laquelle devait s'appeler désormais Congrégation de Saint-Louis. Il y est dit : « *Instante Christianis-*
« *simo rege Ludovico XIII, statuimus, ut pos-*
« *thac perpetuis futuris temporibus, Congrega-*
« *tio Occitana titulo ac nomine Congregationis*
« *Sancti Ludovici insignita sit, eodemque, in*
« *omnibus nominetur. Atque ipsam, quatenus*
« *opus sit, in possessione ac jurisdictione om-*
« *nium conventuum ei hactenus unitorum et*
« *subjectorum, auctoritate apostolica confirma-*
« *mus..... ut in ipsis, tanquam ad strictiorem*
« *observantiam destinatis, Constitutiones ordi-*

« *nisi ad unguem observentur; nec in eis fiat*
« *dispensatio aliqua in jejuniis et abstinen-*
« *tiis, nisi ob actualem infirmitatem.* »

On menaçait même les Congrégations, dès qu'elles sortiraient de ces règles, de leur retirer leur nom et leurs privilèges, et de les ramener à l'état de Provinces.

Le but et le motif de semblables prescriptions sont faciles à saisir. On avait remarqué que la décadence s'introduisait dans les monastères de notre Ordre par la faculté de la dispense; que c'était là le point vulnérable de notre régularité, et on espérait, en abolissant la cause, abolir l'effet. On considérait les instituts religieux où la dispense n'est admise que pour cause d'infirmité réelle, et l'on souhaitait s'approprier cette forte base, qui ne laisse plus de prise aux prétextes en faveur du relâchement. Ce point de vue était digne assurément d'hommes jaloux de maintenir dans leur Ordre l'honneur sacré de l'observance; mais il n'en ruinait pas moins la lettre de nos Constitutions et encore plus l'esprit. Ce n'était pas en vain que saint Dominique et ses premiers successeurs avaient écrit à la première page de leur législation : « *Ad hæc tamen, in suo conventu,*
« *prælati dispensandi cum fratribus habeat*
« *potestatem, cum sibi aliquando videbitur ex-*
« *pedire, in his, præcipue quæ studium, vel*
« *prædicationem, vel animarum fructum vide-*

« *buntur impedire.* » Ils avaient entendu par là rendre possible l'union de la vie apostolique à la vie monastique, et subordonner la seconde à la première, comme le moyen est subordonné à la fin, ainsi que le remarque expressément le glose des Constitutions. En supprimant la faculté active et passive de la dispense, si ce n'est en cas d'infirmité proprement dite, les réformateurs de l'Ordre en renversaient l'économie, ils faisaient prévaloir la partie accessoire sur la partie principale, le moyen sur la fin.

Aussi le système des Congrégations, bien qu'il ait produit des hommes éminents en science et en sainteté, et maintenu pendant le XVI^e et le XVII^e siècles l'honneur de notre Ordre, n'a pu surmonter le défaut originel de sa conception. Il n'est point parvenu à ramener l'Ordre entier dans les voies de l'observance; il a même confirmé les Provinces dans leur irrégularité, en leur persuadant, par contrecoup, qu'elles avaient droit d'user et d'abuser de la dispense; et enfin leur durée n'a jamais été longue, parce qu'un ressort trop tendu aspire à se briser. Dès 1670, il ne restait plus rien en France des quatre fameuses Congrégations qui avaient été successivement surajoutées aux trois Provinces primitives de Toulouse, de France et de Provence. Celle qu'on appelait la *Congrégation réformée de France*, et qui y avait

été fondée après l'invasion du Calvinisme, s'éteignit en 1569, au Chapitre général tenu à Rome, et prit le nom de *Province d'Occitanie*. Celle que le célèbre Thomas de Vio, général de l'Ordre et depuis cardinal, avait institué sous le nom de *Congrégation gallicane*, déjà languissante au commencement du XVII^e siècle, disparut en 1647, au Chapitre général de Valence, et devint la *Province de Paris*. Une troisième, la *Congregation d'Occitanie*, appelée plus tard Congrégation de Saint-Louis, fondée en 1611 par le vénérable Sébastien Michaëlis, se transforma, dès 1670, au Chapitre général de Rome, en *Province de Saint-Louis*. Et enfin la *Congrégation du Saint-Sacrement*, érigée en Provence par le vénérable Antoine Lequieu dans le cours du XVII^e siècle, ne se maintint guère qu'une quarantaine d'années, et mourut sans se survivre dans une nouvelle Province.

Tel a été le sort des quatre illustres tentatives par lesquelles de saints personnages ont essayé de raviver l'Ordre en France, à l'aide des Congrégations. Ce sont là sans doute de glorieux efforts ; mais peut-on dire qu'il y a eu succès ? Depuis le bienheureux Raymond de Capoue, notre Ordre a ainsi oscillé entre deux pôles contraires : le pôle des Congrégations qui outraient nos règles, et le pôle des Provinces qui ne les observaient pas. Et finalement, le système des Congrégations s'étant épuisé sans que rien ait été mis à la place, notre

Ordre s'est avancé à grands pas vers sa ruine depuis cent cinquante ans, tout en produisant encore, par un vestige de son ancienne fécondité, des hommes et des œuvres remarquables.



CHAPITRE TROISIÈME

Troisième cause de la décadence de l'Ordre : La diminution du nombre des religieux par suite de la formation des Clercs Régullers.

Jusqu'au XVI^e siècle, les deux Ordres contemporains de saint François et de saint Dominique régnèrent sans partage dans l'Eglise par la science et l'apostolat. Mais une fois que l'astre sanglant du protestantisme se fut levé sur le monde, Dieu, toujours attentif et toujours fécond, tira de sa grâce des Ordres nouveaux avec une forme inconnue aux âges précédents. Au lieu de ces corps durement enchaînés par les liens, les mœurs et les vêtements du monachisme antique, parurent des Colléges d'hommes affranchis de toutes ces entraves et n'ajoutant aux devoirs du sacerdoce que ceux d'une fraternelle communauté. On les vit se disperser dans des fonctions qu'on n'avait crues compatibles qu'avec la liberté du clergé sé-

culier, fonder des maisons d'enseignement et d'éducation, y appeler la jeunesse de tout rang et y cohabiter avec elle dans une grande réciprocité d'affection.

Il était impossible que les Ordres anciens ne souffrissent beaucoup de cette concurrence inattendue, qui se développait tout-à-coup avec tant de puissance et d'attrait. La nouveauté, une plus grande liberté, une merveilleuse facilité de mouvements, la conjoncture des temps, tout se réunissait pour accroître le nombre des religieux récents et diminuer le nombre des religieux anciens. Mais surtout l'éducation de la jeunesse dès son plus bas âge était une source inépuisable d'avantages pour les premiers. Par elle, ils entraient dans des rapports continus avec les familles, y puisaient des moyens d'influence extérieure, tandis qu'au dedans de leurs Collèges ils exerçaient sur des âmes flexibles le prosélytisme d'une tendresse pieuse, habile à saisir et à cultiver tous les germes de vocation. Comment les moines, du fond austère de leurs solitudes, auraient-ils lutté contre des frères si bien armés pour le succès ? Aussi le coup atteignit-il visiblement les deux Ordres de saint Dominique et de saint François, mais beaucoup plus celui de saint Dominique, parce que l'autre, se recrutant davantage dans les classes populaires, avait moins perdu du sol où plongeaient ses racines.

Une autre cause, l'incrédulité du XVIII^e siècle, éclaircit encore les rangs des vieilles phalanges religieuses. L'ordre monastique fut voué au mépris dans toutes ses branches : ses coutumes, ses pénitences, ses services méconnus ; les monastères se dépeuplèrent à l'envi, et la richesse elle-même ne put y attirer que de rares prosélytes, que l'on appelait tantôt des victimes, tantôt des fainéants. Enfin cette richesse tomba avec tout le reste sous la faux des révolutions, l'Ordre monastique fut spolié dans toute l'Europe, et obligé de vivre d'un travail précaire et quotidien là où la Providence lui permit de pousser quelques rejetons. C'est là son état présent dans la plupart des royaumes européens, et les Provinces qui conservent encore quelques débris de leur patrimoine ne le conservent qu'avec l'incertitude d'une chose sans cesse menacée. Au lieu donc de ces magnifiques monastères, dont les églises pouvaient contenir des milliers de fidèles dans les jours de fête, et les cloîtres plusieurs centaines de religieux, nous n'avons plus que des maisons étroites, obscures, où l'on se réjouit d'abriter une douzaine de religieux dans les villes médiocres, et une vingtaine dans les villes les plus grandes. Or, cette diminution du nombre des religieux engendre une considérable difficulté pour l'observance de nos règles. Lorsqu'une maison est florissante par le nombre, elle se dédouble facilement pour l'accomplissement

de nos deux genres de devoirs, et les dispenses de toute nature disparaissent, ou du moins sont peu sensibles dans l'ensemble imposant de la Communauté. Mais qu'une maison soit réduite à douze ou quinze religieux, qu'elle n'en ait que sept ou huit, alors les absences du chœur et du réfectoire, même les plus nécessaires, sont un sujet de scandale ou de tristesse, et ceux qui portent le poids des offices intérieurs, tantôt accablés par la fatigue, tantôt émus par l'envie et le découragement, se laissent sans peine entraîner, même par des exemples justifiables, à la pente du relâchement et de l'inobservance. Ce qui est un bonheur peut-être pour des religieux entièrement séparés du siècle, le petit nombre, devient une occasion de ruine pour des religieux partagés avec des forces trop inégales entre l'intérieur et l'extérieur.

C'est pourquoi, dans tous les temps, nos Chapitres généraux avaient eu égard à ce que l'on appelait soit les *Provinces désolées*, soit les *petits couvents*. Ainsi, lorsque le Chapitre général de 1647, tenu à Valence, ordonna que les matines fussent dites à minuit, il en excepta les prieurés désolés des Provinces de France, de la Germanie supérieure et de la Bohême : « *exceptis quantum*
« *ad hoc prioratibus desolatis provinciarum*
« *Galliæ, et Germaniæ superioris et Bohemiæ* » (Ord. 1), et lorsque le Chapitre général suivant, tenu à Rome en 1650, ramena celui de Valence à

des termes plus modérés, en déclarant que minuit devait s'entendre de *media nocte circiter*, il ajouta qu'il suffisait pour tous les *petits couvents* sans exception d'avoir récité *matines* avant l'aurore : « *Parvos autem conventus, sub pœnis ibidem statutis, obligari matutinas saltem ante auroram persolvisse.* » (Decl. I.)

Ces ménagements étaient raisonnables en soi ; mais, une fois que le nombre des petits couvents se fut de beaucoup accru, il est manifeste qu'il en devait naître un grand affaiblissement de la discipline. C'est de là qu'est venu l'usage de disperser les novices et les étudiants dans les monastères des Provinces, au lieu de les tenir rassemblés dans un ou deux couvents destinés à cet effet, et plus propres à leur éducation. On a cherché dans le secours de ces jeunes gens le nombre qui faisait défaut, et l'on s'est déchargé sur eux le plus qu'on l'a osé et qu'on l'a pu des fatigues du chœur et des abstinences du réfectoire. Eux, à leur tour, n'ont aspiré qu'à devenir les anciens, afin de se débarrasser sur d'autres du fardeau dont on avait accablé leur jeunesse, et ainsi la régularité a semblé ne plus faire que des oppresseurs et des victimes, au lieu de cette harmonie où chacun soutient son frère en l'édifiant de soi et en s'édifiant de lui. Sans doute, on peut excuser les intentions par les nécessités ; mais le résultat n'en demeure

pas moins ce qu'il est, la désorganisation et la désolation.

J'arrive à une quatrième et dernière cause de décadence.



CHAPITRE QUATRIÈME

Quatrième cause de la décadence de l'Ordre : l'indétermination des principaux points de la journée.



Saint Dominique fondait un Ordre pour tous les temps et tous les lieux. Ses disciples devaient habiter sous la zone torride comme sous la zone tempérée, et par conséquent il était naturel qu'il ne déterminât point d'une manière générale et inflexible le règlement de la journée dans son Ordre. Ainsi, veut-il parler de l'heure du dîner, il dira : *Hora competenti sacrista ad collationem signum faciat.* (Const. dist. 1, chap. 6.) Veut-il parler du lever, il dira : « *Audito primo signo surgant fratres.* (Const. dist. 1. cap. 11.) Veut-il parler des heures de l'office, il dira : *Horæ omnes, tam diei quam noctis, in ecclesia breviter et succincte dicantur.* (Const. dist. 1, cap. 1.) Nulle part la trace d'un règlement quelconque n'apparaît, pas même pour fixer l'heure précise de la récitation des matines et du lever de nuit, qui est pourtant

parmi les religieux le point cardinal de la distribution de la journée. On ne voit point dans d'autres règles ce silence absolu sur une chose d'aussi grande importance. Il semble, au contraire, que les fondateurs d'Ordres se sont attachés à l'exactitude la plus rigoureuse dans la détermination de la vie quotidienne de leurs religieux, jaloux de ne point laisser au caprice des temps et des supérieurs un empire aussi large et dont il est facile d'abuser. Mais probablement saint Dominique, qui le premier de tous appliqua l'Ordre monastique à l'apostolat, fut dominé par le sentiment de la grandeur de son œuvre et ne crut pas possible de la renfermer dans le cadre invariable d'heures ponctuellement assignées. Il voulut abandonner à l'expérience des Provinces, chacune en son temps et en son lieu, l'horloge de son Ordre, et ne mettre le doigt nulle part pour que Dieu l'y mît un jour. Je n'ose dire que cette abdication ait été regrettable, mais je le pense.

L'habitude est un élément incomparable de tout bien. L'homme est si faible qu'il a besoin de se jeter dans un moule qui le contienne et où il se développe sans le briser. Une chose que l'on fait tous les jours à la même heure, que l'on trouve à cette heure précise partout où l'on se porte, devient en quelque sorte partie de nous-même, et le devoir changé en habitude nous est aussi naturel que notre propre corps. Mais si, au contraire,

un religieux, en changeant de couvent, est contraint de changer sa journée, cette journée flottante ne se fixe point dans ses mœurs; il obéit par nécessité au lieu d'obéir par inclination; il gémit de se refaire si souvent lui-même au gré du premier supérieur venu; il aspire à se donner une règle en dehors de la règle commune et à se reposer dans des heures de son choix. Son esprit particulier se révolte contre l'esprit particulier de ceux qui le gouvernent tour à tour, et les Constitutions de son Ordre cessent de lui être sacrées, parce qu'elles le saisissent diversement et à l'improviste, au lieu de le maintenir constamment dans un cycle toujours le même. On a dit proverbialement de notre Ordre que c'était *l'Ordre des prieurs*, c'est-à-dire l'Ordre où les prieurs ont le plus de pouvoir, parce qu'ils sont maîtres de la distribution du temps. Cela est vrai; mais cela n'a point tourné à l'avantage de l'Ordre, et la liberté s'est montrée ici ce qu'elle est quelquefois, une cause de ruine.

Que l'on considère seulement ce qui est arrivé pour l'heure des matines et du lever de nuit.

Il est manifeste qu'il doit y avoir dans notre Ordre un office de nuit, puisque les Constitutions divisent expressément l'office en office de jour et en office de nuit : *Horæ omnes, tam diei quam noctis* (Const. dist. 1, cap. 1), mais à quel moment commence l'office de nuit? Est-ce à minuit

précis ? est-ce à deux ou trois heures du matin ? Est-ce tantôt à une heure, tantôt à une autre, selon le cours du soleil ? Comment le décider ?

On dira, il est vrai, que la tradition générale de l'Eglise fixait à minuit l'office des matines ; mais cela n'est point exact. L'Ordre le plus célèbre qui fût dans l'Eglise à l'avènement de saint Dominique était l'ordre de Cîteaux ; il remplissait le monde de ses monastères et de sa gloire. Or, l'Ordre de Cîteaux se couchait à sept heures du soir et se levait à deux heures du matin pendant l'hiver ; il se couchait à huit heures du soir pendant l'été, mais se levait toujours à deux heures du matin, en compensant par une heure de sieste après le dîner l'heure de sommeil qu'on lui retranchait à cette époque de l'année.

C'est encore aujourd'hui la même règle que suivent les Trappistes et tous les Cisterciens. Mais lors même qu'en effet tous les religieux vivant jusque-là dans la séparation du monde eussent voué leur sommeil à l'interruption du milieu de la nuit, la conséquence n'eût pas été qu'il en devait être ainsi de l'Ordre nouveau des Frères-Prêcheurs ; car, entre cet Ordre et les anciens, se trouvait cette grande différence que les uns n'avaient qu'à louer Dieu et à pratiquer la mortification, tandis que l'autre, destiné à la vie apostolique, outre qu'il ne pouvait se coucher d'aussi bonne heure, ne pouvait non plus aller aussi loin

dans les pratiques de l'austérité. Si l'on dit que l'heure des matines était fixée à minuit par l'exemple primitif des anciens Pères de l'Eglise, je répondrai, sans nier cet exemple, quoique peut-être en en contestant l'universalité, qu'autre chose est une coutume introduite par la ferveur des premiers temps, autre chose une loi précise et absolue destinée à régir tous les temps et tous les lieux.

De fait, en considérant l'ensemble de notre histoire, on trouve à ce sujet de grandes variations. La glose des Constitutions, approuvée en 1618 au Chapitre général de Lisbonne, dit seulement : *Matutinae vero preces non nisi noctu persolvantur* (page 32, col. 1), et elle cite à l'appui les Chapitres généraux de 1502 et de 1589, qui ne sont pas allés plus loin. Fontana, imprimé un peu plus tard, en 1655, est muet à cet égard. Ce n'est qu'au Chapitre général de Valence, en 1647, qu'on rencontre une disposition ordonnant le lever de minuit pour matines en ces termes : « *Cum teste*
« *experientia videamus quod in pluribus pro-*
« *vinciarum conventibus irreperit imo et cre-*
« *verit abusus, ut fratres debitis horis officium,*
« *et maxime matutinum media nocte non di-*
« *cant, contra præscriptum nostrarum Cons-*
« *titutionum et legum..., ordinamus et districtè*
« *mandamus ut in omni conventu qui sit prio-*

« *ratus, fratres surgant et media nocte in
« ecclesia matutinum persolvant.* » — NB. Sur
quoi il faut remarquer que cette ordination ne
s'étend qu'aux prieurés, c'est-à-dire aux grands
couvents, et que, de plus dans la suite du texte,
les couvents désolés des provinces de France, de
la Germanie supérieure et de la Bohême n'y sont
point soumis.

Mais qu'arriva-t-il ? Trois ans après, au premier
Chapitre général qui suivit, c'est-à-dire à celui de
Rome de 1650, il intervint une déclaration ainsi
conçue : « *Quoniam usus media nocte surgendi
« ad matutinas non est unus in omnibus pro-
« vinciis, declaramus ordinationem Capituli
« Valentini 1647 celebrati, qua præcipitur ut
« in omni conventu qui sit prioratus fratres
« media nocte surgant ad matutinum. debere
« intelligi de media nocte circiter, juxta pro-
« vinciarum vel conventuum consuetudinem;
« parvos autem conventus sub pænis ibidem
« statutis obligari matutinas saltem ante au-
« roram persolvisse. — Boemiæ, Lithuanicæ,
« Russiæ, etc., siti sunt parvi Conventus, qui-
« bus tam hyeme quum æstate mane hora
« quarta horologii ultramontani ad matutinas
« surgendum esse decernimus.* » (Decl. 1.)

Voilà donc un Chapitre général qui déclare :
1^o que le lever de minuit ne doit pas s'entendre
d'une manière rigoureuse, mais avec un à-peu-

près; 2^o que la coutume des provinces et des couvents est différente à cet égard, et qu'il faut la consulter; 3^o que tous les petits couvents, sans exception, peuvent remplir leur obligation en ayant achevé matines avant l'aurore; 4^o que tous les petits couvents du Nord peuvent même ne se lever qu'à quatre heures du matin pour cet office.

Ce fut la loi de l'Ordre jusqu'en 1725. En cette année-là il se tint un Chapitre général à Bologne, sous le pontificat de Benoît XIII, Dominicain lui-même. Ce Pape écrivit au Chapitre général pour lui recommander certains points d'observance; il dit au sujet des matines : « *Primum igitur provi-*
« *dere vos decet ut matutinum officium de nocte*
« *recitetur, ita ut nocturno tempore cœptum de*
« *nocte etiam absolvatur.* » Il ajoute que quelques Provinces qui ont l'habitude de se régler à cet égard sur la marche du soleil, de manière à se lever à peu près à trois heures du matin, doivent continuer cet usage. Sur quoi le Chapitre général posa cette Ordination : « *Statuimus ut in illis con-*
« *ventibus et provinciis in quibus viget adhuc*
« *laudabilis consuetudo matutinas preces in*
« *puncto mediæ noctis persolvendi, hoc invio-*
« *labiliter observetur, juxta præscriptum in*
« *Capitulo Valentino 1647. Ubi vero, sive ho-*
« *minum desidia, sive temporis injuria, a tam*
« *sancta consuetudine declinatum est, sanc-*
« *tissimi Domini nostri discretæ moderationi*

« *inhærentes, volumus et mandamus ut matu-*
« *tinum officium de nocte recitetur, ita ut noc-*
« *turno tempore cæptum de nocte etiam absol-*
« *vatur, idque in omnibus conventibus non*
« *solum ubi noviciatus purus, sed etiam ubi*
« *professorium est, observetur, ut saltem mense*
« *septembri hora septima, octobri octava, no-*
« *vembri nona, decembri decima recitetur, et*
« *sic a converso.* » (Ord. 1, pro obs. reg.)

Ce Chapitre général, qui est le dernier où cette matière paraît avoir été traitée, diffère, on le voit, de celui de 1647, et de celui de 1650, et même de la lettre de Benoît XIII. Car Benoît XIII ne demandait en général qu'une chose, la récitation de matines pendant la nuit, et il approuvait seulement l'usage de quelques Provinces de se lever environ à trois heures du matin; tandis que le Chapitre, mêlant ensemble ces deux choses distinctes, les ramène à n'en plus faire qu'une. Il faut aussi remarquer que le Chapitre appelle le lever de minuit une louable coutume, une sainte coutume, mais non pas une loi expresse, faisant partie des Constitutions; et, de plus, que son ordination se taisant sur les petits couvents, ceux-ci demeuraient en possession de la dispense qui leur était octroyée par le Chapitre général de 1650; car c'est une règle de jurisprudence que, lorsqu'une exception est faite expressément dans une loi en faveur de certaines classes de personnes, cette exception sub-

siste tant qu'elle n'a pas été expressément rapportée dans une loi subséquente.

Quoi qu'il en soit, l'étrange confusion née sur ce point du lever de nuit, par suite du silence des Constitutions, nous révèle à quelles variations notre Ordre a été sujet dans le règlement de ses heures, et combien il a dû en souffrir.



DEUXIÈME PARTIE

Des remèdes à la décadence de l'Ordre

Après avoir jeté un coup d'œil sur les causes principales de la décadence de l'Ordre, je proposerai les remèdes qui me semblent possibles et efficaces, et je ne crois pouvoir le mieux faire qu'en exposant les principes que nous avons suivis dans le rétablissement de la Province de France. Dieu, qui m'en avait inspiré la pensée, m'en voulut donner le pouvoir, et naturellement je dus me former dans mon esprit un plan de conduite, tout en m'éclairant des idées de mes coopérateurs, mais sans leur soumettre entièrement mon action, puisque c'eût été abdiquer les droits et les devoirs que je tenais de la divine Providence. Je trouvai l'Ordre de Saint-Dominique dépouillé et mutilé sous la main du temps et des révolutions. Ce n'était plus ce tronc puissant qui avait couvert le monde de ses branches fécondes ; il n'en restait que des débris épars çà et là. Tout était changé dans les idées, dans les mœurs, dans les gouvernements. Une ère inconnue, quoique visible, s'était inaugurée dans les nations ; l'Eglise et toutes

les institutions de l'Eglise en ressentaient le contre-coup. On pouvait croire que Dieu bouleversait tout pour tout renouveler, et que l'Ordre de Saint-Dominique était appelé lui-même à une régénération. Mais quelles devaient être les bases de cette régénération ? Fallait-il s'en tenir simplement à la lettre des âges passés, ouvrir les Constitutions, leur glose, les Chapitres généraux, et se proposer, quelle que fût la différence des choses et des moyens, de rétablir une observance telle qu'on l'avait vue dans les beaux jours de notre premier siècle ? Ou bien fallait-il ajouter à la sévérité de nos lois, comme on l'avait fait au temps de la splendeur de nos anciennes Congrégations réformées ? Ou bien plutôt fallait-il innover dans un autre sens, et dans quelle mesure ?

Certes, c'étaient là des questions profondes et périlleuses, mais elles étaient inévitables. J'y dus penser devant Dieu et me décider. Je crois l'avoir fait avec maturité, et il me semble que Dieu, en bénissant cette œuvre, lui ait donné une sanction. Cependant cette sanction n'est pas canonique ; fût-elle encore plus claire, plus irréfragable, elle n'en serait pas moins une base imparfaite et fragile. Les esprits sont infiniment divers, et cinquante hommes ne peuvent pas vivre ensemble avec unanimité, si une autorité plus haute que leur accord fortuit ne se jette au travers de leurs caprices ou de leurs inspirations. L'Eglise seule a reçu de

Dieu le pouvoir de fonder par la pierre inébranlable sur laquelle repose sa propre fermeté : toute œuvre qui ne prend pas là son point d'appui est une œuvre destinée à périr dans la conflagration des sentiments et des volontés contraires. Mais s'il s'agit d'une œuvre qui se rattache à un corps déjà constitué, et qui n'en soit qu'une branche plus ou moins rajeunie, il faut d'abord que le corps accepte la branche et en sanctionne l'existence. Nous avons à désirer pour notre Province ce double gage de vie. Les deux Commissions nommées par la Sacrée-Congrégation des Evêques et Réguliers, et auxquelles nous adressons ce Mémoire, nous permettent d'espérer que notre vœu sera rempli. Elles jugeront par l'exposition suivante de ce que nous avons fait, nos vues, nos actes et nos besoins.



CHAPITRE PREMIER

Du premier principe qui a présidé à la restauration de la Province de France : maintien de nos Constitutions dans ce qu'elles ont d'essentiel.



Toute chose subsiste par une essence que Dieu lui a donnée, et qui est le principe premier et indivisible de son être et de ses attributs. En vain

voudrait-on maintenir une chose en touchant à son essence : l'essence ne se partage, ni ne s'accroît, ni ne se diminue ; elle est ou n'est pas, et l'être s'évanouit avec elle sous le souffle qui ne la respecte point dans son intégrité. Jamais d'un homme on ne fera une bête, ni d'un chêne un palmier, parce que leurs essences sont diverses, et que les essences ne se modifient pas. Et ce qui est vrai des corps physiques l'est aussi des corps moraux. Tout institut religieux a reçu de Dieu, son premier fondateur, une forme organique et intime qui constitue son essence, et à laquelle on ne peut toucher sans l'anéantir. Otez à un Ordre ses lois propres et fondamentales, il lui restera bien le même habit et le même nom, mais ce ne sera plus le même Ordre, et, qui plus est, ce ne sera pas un Ordre réellement vivant, mais une espèce de monstre n'appartenant à aucun genre déterminé et qui ne tentera de vivre que pour étaler son impuissance dans une agonie plus ou moins prolongée. C'est pourquoi nous mêmes profondément dans notre esprit cette pensée qu'il fallait à tout prix, si nous voulions restaurer l'Ordre de Saint-Dominique en France, en respecter la forme intime et organique, en la même manière que, voulant y acclimater quelque arbre des tropiques ou des pôles, nous eussions pris soin d'y transplanter cet arbre dans sa semence réelle et intransformable. On pouvait nous objecter, et on le

fit en effet, que l'Ordre de Saint-Dominique n'était plus applicable à notre temps et à notre pays : c'était à nous de voir. Mais une fois notre résolution prise de ne pas tenir compte de cette objection, il fallait nécessairement accepter l'Ordre de Saint-Dominique tel que Dieu l'a fait, et nous tenir pour assuré que, hors de là, nous ne rencontrerions que l'impuissance et la mort.

Restait, il est vrai, cette grande question : Qu'est-ce que l'essence de l'Ordre de Saint-Dominique ? En quoi consiste-t-elle ? Chaque phrase, chaque mot des Constitutions en faisait-il partie ? Or, nous ne pouvions pas penser que chaque phrase et chaque mot des Constitutions fissent partie de l'essence de notre Ordre et d'aucun autre Ordre. La métaphysique, d'accord avec le bon sens, a toujours distingué dans les êtres l'essence et l'accident, le principal et l'accessoire. Déclarer que, dans un corps physique ou moral, tout est essence, c'est déclarer qu'une branche est l'arbre et qu'on ne peut couper la branche sans couper l'arbre : ce qui est une claire absurdité.

Mais puisqu'il y a dans l'Ordre de Saint-Dominique, comme en toute chose, l'essence et l'accident, où devons-nous penser qu'était l'essence ? où nous était-il permis de la chercher pour la définir ? Evidemment dans les Constitutions mêmes de l'Ordre, dans ce que l'Ordre affirme de lui-même par ses lois, son fondateur et ses ancêtres,

dans sa première parole, qui est celle-ci : « *Ad*
« *hoc tamen in suo conventu praelatus dispen-*
« *sandi cum fratribus habeat potestatem, cum*
« *sibi aliquando videbitur expedire, in his præ-*
« *cipue, quæ studium vel animarum fructum*
« *videbuntur impedire; cum ordo noster spe-*
« *cialiter ob prædicationem et animarum salu-*
« *tem initio noscatur institutus fuisse, et stu-*
« *dium nostrum ad hoc debeat principaliter*
« *intendere ut proximorum animabus possi-*
« *mus utiles esse.* » (Const. prolog., text. 3.)

Cette parole si nette ne nous laissait aucun doute, et la Glose que nous avons citée nous en laissait bien moins encore : « L'essence de l'Ordre
« de Saint-Dominique est le salut des âmes par la
« doctrine et la prédication, au moyen d'exercices
« monastiques clairement déterminés par les Cons-
« titutions, et d'une hiérarchie élective à tous ses
« degrés. » Définition facile à décomposer dans
ses termes, et qui nous donne le salut des âmes
pour fin, la doctrine et la prédication pour moyens
principaux, les exercices monastiques pour moyens
subordonnés, la hiérarchie élective pour gouver-
nement. Et tous les chapitres de la Constitution
traitant, chacun à part, de quelque'un des points
contenus dans cette définition, force nous était
d'accepter tous ces chapitres, comme renfermant,
avec la subordination expliquée, quelques-uns des

éléments essentiels de l'Ordre de Saint-Dominique.

En particulier nous devons accepter :

L'office divin célébré en commun le jour et la nuit ;

L'abstinence perpétuelle de la chair ;

Le jeûne du 14 septembre à Pâques et de la 6^{me} férie ;

Le port de la laine dans le coucher et sur la chair ;

Le silence aux temps et lieux marqués ;

Le Chapitre de la Culpe avec les pénitences disciplinaires ;

Les règles des études et des voyages ;

Enfin l'élection à tous les degrés de la hiérarchie.

Ces points résument à peu près tous nos Chapitres constitutionnels et forment manifestement les grandes lignes de l'architecture dominicaine. Nous nous proposâmes d'en être les fidèles exécuteurs, et ce fut là notre premier principe.



CHAPITRE DEUXIÈME

Du deuxième principe qui a présidé à la Restauration de la Province de France : mitigation accidentelle et ampliation de la dispense extra-conventuelle.

Mais si l'essence d'un Ordre est inviolable et sacrée, sous peine de mort, en est-il de même des points accidentels ? Ne peut-on pas, sans détruire un Ordre, en adoucir quelques prescriptions, et n'y a-t-il jamais, dans le cours des siècles, des motifs de réclamer ou de permettre ces adoucissements ? Après la question de l'essence, ce sont là naturellement les questions qui se présentent à l'esprit. Elles se présentèrent au nôtre, et nous les résolûmes toutes affirmativement, soit en elles-mêmes, soit dans leur application au rétablissement de notre Ordre en France.

En elles-mêmes d'abord.

Lorsqu'on étudie attentivement l'histoire de l'Eglise et de sa discipline, on la voit toujours ferme sur l'essence et flexible sur l'accident. Si elle ne fléchit jamais dans ce qui est fondamental, elle condescend beaucoup dans ce qui ne l'est pas. Les exemples en seraient innombrables. Considérons seulement la loi du jeûne quadragésimal. Jamais l'Eglise n'a touché à l'essence de cette loi ; elle a

maintenu constamment la nécessité du carême comme institution de pénitence et préparation à l'anniversaire de la mort du Sauveur. Mais quels ménagements successifs dans l'application qu'elle en a faite aux temps et aux lieux ! Qui comparera le jeûne de l'Occident avec le jeûne de l'Orient, le jeûne du Midi avec le jeûne du Nord, le jeûne du dix-neuvième siècle avec le jeûne du siècle de Louis XIV, sans remonter plus haut ? Et ce n'est pas toujours un affaiblissement de la foi qui est la cause de ces nuances. Les raisons s'en puisent aussi dans la différence des tempéraments, des productions locales, des usages invétérés, des qualités de l'air et du sol. Le Breton de France use de beurre à sa collation comme le Hollandais ; l'Italien et l'Anglais prennent du café le matin ; le Français place la collation avant midi ; d'autres la rejettent au soir. L'Eglise assiste tranquille à toutes ces manières de pratiquer le jeûne, tolère, permet, autorise, et, sans abandonner jamais les principes ou l'essence, se montre indulgente et douce sur l'accident. C'est par ces condescendances merveilleuses, qui lui sont naturelles, que tout se maintient sous l'équité de son sceptre ; et rien n'est certainement plus opposé à son esprit que le judaïsme de la lettre.

Si nous considérons dans un Ordre inférieur, quoique éminent, les fondateurs de discipline religieuse, nous y remarquerons le même symptôme

de fidélité à l'essence et de rémission à l'égard de l'accident. J'en citerai un exemple très-curieux, parce qu'il est d'un homme qui était naturellement exagéré et dont le Saint-Siège n'a pas approuvé toutes les pensées : je veux parler de dom Augustin de Lestrange, conservateur et restaurateur en France de l'Ordre de la Trappe. Il plut à dom Augustin de fixer à une heure et demie du matin le lever de ses religieux, tandis que M. de Rancé l'avait établi à deux heures. Malgré cette demi-heure gagnée pour l'austérité, dom Augustin s'inquiète de l'autorité de saint Benoît, et s'oppose un texte de sa règle ainsi conçu : « *Hyemis tempore* » « *id est a calendis novembris usque ad Pas-* » « *cha, juxta considerationem rationis, octava* » « *hora noctis, surgendum est,* » ce qui fixe le lever à une heure du matin pendant l'hiver.

Mais voici ce que se répond dom Augustin dans les règlements imprimés de la Val-Sainte : « Nous ne croyons point nous éloigner de l'esprit de saint Benoît dans ce règlement, quoiqu'il paraisse d'abord un peu différent de ce que le saint prescrit ; car, d'un côté, il a voulu laisser cela un peu à la disposition du supérieur, comme il paraît par les expressions mêmes dont il se sert ; de l'autre, son intention a été de faire un règlement utile et propre à entretenir le bon ordre. Mais maintenant qu'on n'a plus l'usage de compter les heures comme on faisait de son temps, vouloir suivre à

la lettre ce qu'il a prescrit, ce serait aller contre son esprit, ce serait s'exposer bien souvent à de bien grandes confusions et de fâcheux inconvénients. » (Règlem. de la Val-Sainte, liv. 3, chap. 2.)

L'histoire des réformes monastiques est pleine de ces exemples, et l'on peut poser une thèse générale que jamais un Ordre, une Province ou une Congrégation ne se rétablit sans que le réformateur introduise quelques changements en plus ou en moins dans l'observance qu'il remet en vigueur. Du reste, nos Constitutions elles-mêmes nous donnent à cet égard une irréfragable leçon. Au Chapitre généralissime de 1228, tenu sept ans après la mort de saint Dominique, nos ancêtres jugèrent à propos de déterminer que quelques-unes de nos Constitutions seraient à jamais immuables, telles que celles de ne point avoir de possessions et de revenus; quant aux autres, ils ajoutèrent : « *Quædam vera voluerunt sic immobiliter permanere, ut non nisi a consimilibus capitulis novis emergentibus articulis, casibus, vel negotiis, de iis possit aliquid pro tempore immutari: videlicet de constitutionibus non faciendis nisi per tria capitula generalia continua fuerint approbata; de non equitando, de expensis non portandis, de carnibus nisi causa infirmitatis non comedendis; ita tamen ut in his pro loco et tempore prælato liceat dis-*

« *pensare.* » (Const., dist. II, cap. 10, text. 4.)

Ainsi nos pères, au principe même de l'Ordre, et dans le Chapitre généralissime qui en fondait la législature sur le tombeau de saint Dominique, prévirent, avec une sagesse dont ils voulurent nous laisser le monument écrit, qu'il pouvait se présenter de ces conjonctures, de ces cas, de ces offices tels qu'il deviendrait nécessaire d'apporter quelques modifications à nos lois. La question était de savoir si, en France, en 1843, sur un sol bouleversé par soixante ans de révolutions et où notre Ordre avait péri tout entier, il se présentait de ces conjonctures, de ces cas et de ces offices qui permettent ou même exigent d'introduire des modifications dans nos lois. Nous le crûmes, et cela pour trois raisons : premièrement, parce qu'il nous sembla que la force des corps était réellement diminuée dans nos générations, soit par l'effet des mœurs, soit par l'état des esprits, soit par l'action du temps chez un peuple civilisé ; deuxièmement, parce que le nombre des religieux était considérablement moindre qu'autrefois, et ne permettait plus d'établir partout que des petits couvents de douze à quinze religieux ; troisièmement, parce que l'occupation des religieux était infiniment augmentée par la rareté du clergé séculier et régulier.

Nous ne pensons pas que personne puisse contester ces trois points. Dès lors il ne s'agissait

plus que de déterminer quelles seraient les mitigations, et de faire en sorte qu'elles satisfissent aux besoins du temps, en demeurant dans le sens des Constitutions et sans blesser leur essence. C'était là le difficile, et on peut dire qu'en toute chose il n'y a pas d'autre difficulté que celle-là, la difficulté de la mesure. Otez la mesure, portez tout à l'extrême, attachez-vous à la lettre servilement ou foulez-la aux pieds brutalement : dans l'un ou l'autre cas, la difficulté cesse avec le mérite. Ce qui fait le législateur, et surtout le réformateur, c'est le respect et le choix combinés, c'est l'amour de l'antique et l'acceptation du nouveau. La divine Providence nous imposait une si délicate mission : nous ne savons si nous avons réussi ; mais voici en peu de mots et par ordre les mitigations que nous avons introduites dans la nouvelle Province de France :

1^o *Quant à l'office divin*, nous avons réglé que, sauf la messe et les vêpres du dimanche et des fêtes d'obligation, ainsi que les plus grandes solennités de notre Ordre, l'office ne serait point chanté, mais simplement récité en commun, malgré la Glose des Constitutions qui dit : « *Declaramus quod divinum officium debet cantari* » Et en cela nous n'avons point manqué à l'essence des Constitutions, mais nous avons été plutôt fidèles à leur lettre comme à leur esprit, puisqu'elles portent : « *Horæ omnes tam diei quam noctis in*

« *ecclesia breviter et succincte taliter dicantur,*
« *ut fratres devotionem non amittant et stu-*
« *dium eorum minime impediatur.* » (Const.
dist. 1, cap. 1, text. 2.)

2^o Quant au jeûne, nous l'avons accepté dans toute son étendue à l'intérieur des couvents, sauf que, soit pendant l'Avent et le Carême, soit dans la sixième férie et les Vigiles marquées, nous usons des indults pontificaux ou épiscopaux qui permettent le lait, le beurre et les œufs au principal repas ; sauf encore en toute espèce de jeûne que nous usons d'une collation qu'on ne peut plus appeler un *potus*, mais qui est conforme à la doctrine des théologiens, et où nous n'admettons pas les adoucissements modernes, trop généralement introduits.

3^o Quant aux dispenses accordées aux religieux itinérants dans l'abstinence et le jeûne, nous les avons étendues en la manière suivante : Au lieu que la Constitution dit : « *Fratribus autem nostris, ne*
« *sint hospitibus onerosi, pulmenta cocta cum*
« *carnibus comedere liceat extra claustrum,* » nous permettons à nos itinérants de manger de la chair, ce qui est nécessaire aux prédicateurs pendant leurs stations, et ce qui est nécessaire aussi aux simples voyageurs, à cause de la difficulté de se procurer du maigre dans les hôtels pendant les moments rapides où l'on s'y arrête. Et au lieu encore que la Constitution dit : « *Itinerantes tamen*

« *bis refici possunt, nisi in adventu, et nisi in
vigiliis Nativitatis et Purificationis B. Virginis
et sextis feriis,* » nous donnons dispense du
jeûne à nos itinérants, même pendant l'Avent, la
sixième férie et les Vigiles marquées, sauf, bien
entendu, les jeûnes obligatoires pour tous les
Chrétiens.

4^o Quant au lever de nuit pour matines, nous
l'avons fixé à trois heures du matin, conformément
au Chapitre général de 1725, mais d'une manière
qui n'est point encore définitivement arrêtée et
qui fait que j'en traiterai dans un chapitre à
part.

Voilà, en résumé, toutes les modifications que
nous avons introduites dans la nouvelle Province
de France, et avec lesquelles, depuis neuf ans,
nous avons maintenu parmi nous la paix, la régula-
rité, la vie monastique et apostolique, sans qu'il
y ait eu nulle part cet abus des dispenses indivi-
duelles, et bientôt générales, qui amène avec soi
la ruine de toute l'observance.

En bornant l'office à une simple récitation, nous
avons donné du temps à tout le monde pour l'é-
tude et le recueillement et pour l'accomplissement
des devoirs extérieurs, et nous avons ainsi ôté la
tentation de s'exempter du chœur ou d'en arra-
cher la dispense par des nécessités douteuses. En
diminuant un peu la rigueur du jeûne, sans le
détruire, nous avons donné à presque tout le

monde, malgré sa longue durée, la possibilité de l'observer, et nous avons ôté aux faibles de corps ou d'esprit le prétexte spécieux de la diminution générale des forces. En permettant à nos Religieux occupés au dehors dans le ministère apostolique de se nourrir plus solidement, nous avons donné à tous un accroissement de vigueur, et nous avons ôté aux tièdes et aux débiles le droit d'accuser d'incompatibilité les mortifications de l'Ordre et les devoirs de l'apostolat. C'est à ce prix qu'a été notre succès. Ce prix est grand, sans doute; mais, comparé aux changements qui se sont accomplis dans la situation des Ordres religieux au milieu du monde, peut-être pourra-t-on le trouver minime.

Autrefois la question était ainsi posée : Etant donnée une multitude innombrable de religieux dominicains, qui ne peuvent s'occuper au ministère apostolique à cause même de leur nombre et de l'état florissant du clergé séculier et régulier, que faut-il faire ? Nos réformateurs répondaient : Il faut occuper les religieux au chœur ; multiplier les offices, les cérémonies, les chants, les méditations, les mortifications ; faire prévaloir le régime monastique sur la vie apostolique.

Aujourd'hui la question est ainsi posée : Etant donné un petit nombre de religieux dominicains, qui, vu l'état du monde, des lois et des mœurs, ne peuvent s'accroître beaucoup et sont surchar-

gés de travaux extérieurs, que faut-il faire ? Nous avons répondu : Il faut diminuer les obligations du chœur, adoucir les jeûnes, accorder de plus larges dispenses aux prédicateurs livrés au dehors à la propagation de l'Évangile, faire prévaloir un peu la vie apostolique sur le régime monastique. En un mot, le principe de nos anciennes Congrégations réformées était celui-ci : l'observance des Constitutions *ad unguem et sine dispensatione*. Le principe de la nouvelle Province de France a été celui-ci : l'observance des Constitutions *cum aliqua mitigatione et ampliori dispensatione ad extra, sed salva rerum essentia*.



CHAPITRE TROISIÈME

Du troisième principe qui a présidé au rétablissement de la Province de France : Détermination précise des exercices de la journée.



Persuadés qu'un règlement uniforme est dans une Province le ressort principal de la régularité, nous nous sommes étudiés dès le commencement à établir parmi nous une distribution inflexible des heures de la journée, sauf des cas rares et transitoires où il est impossible que cette distribution ne soit pas quelque peu modifiée par dis-

pense et exception. Mais, dans une semblable matière, on ne saurait procéder *a priori*; il faut du temps et des situations diverses pour apprécier exactement l'ordre qui convient le mieux à la prière, à l'étude, au recueillement, aux offices extérieurs du ministère apostolique. C'est pourquoi nous ne sommes pas arrivés du premier coup à nous former un bon règlement; il est même un point, le plus important de tous, qui est demeuré en litige parmi nous : je veux parler du lever de nuit pour matines.

Dans l'origine, nous l'avions fixé à neuf heures du soir, après le souper et la récréation finale, selon qu'il est pratiqué dans l'Ordre de Sainte-Thérèse. Mais nous nous aperçûmes bientôt que c'était un trop lourd fardeau pour nos forces; plusieurs Pères ne pouvaient pas même surmonter pendant l'office le poids du sommeil causé par les fatigues de la journée. Cette expérience faite, les matines furent portées à trois heures du matin, d'où s'en suivit la nécessité d'un second sommeil à l'issue de l'office. Pour moi personnellement, mon intention et mon désir ont toujours été que le lever et les matines fussent établis à quatre heures du matin, après sept heures consécutives de sommeil, et je persiste plus que jamais dans cette pensée, pour les raisons que je vais exposer :

1^o Les Trappistes eux-mêmes, l'Ordre à peu près le plus austère qui soit dans la Chrétienté,

ont sept heures consécutives de sommeil en hiver et six en été, avec une heure de sieste pour compensation. L'on ne voit pas pourquoi notre Ordre, qui n'est pas un ordre spécialement consacré à la pénitence, et qui est surchargé de travaux scientifiques et apostoliques, s'imposerait, sous le rapport du sommeil, un plus lourd fardeau que les Trappistes eux-mêmes.

2^o C'est un principe constant que le sommeil supplée à la nourriture, et par conséquent, dans un Ordre où la nourriture est très-légère, par suite de l'abstinence perpétuelle et d'un jeûne total de près de huit mois, il est naturel que l'on ait au moins sept heures d'un sommeil non interrompu. Or, ces sept heures ne peuvent se trouver qu'en portant le lever à quatre heures du matin, parce qu'il sera à tout jamais impossible que des religieux prêchant et confessant puissent se coucher plus tôt que neuf heures du soir, ce qui encore met à sept heures la clôture de leur journée publique, deux heures suffisant à peine pour le souper, la récréation finale, les complies et la méditation dernière.

3^o Un assez grand nombre de religieux ne peuvent pas se recoucher après matines, parce qu'ils éprouvent une difficulté extrême à se rendormir, et que, même en y parvenant, leur sommeil est agité des rêves les plus douloureux, ce qui réduit leur sommeil à six heures. Or, six heures ne suf-

fisent point à la vie d'un homme, surtout dans la jeunesse.

4^o Au lieu de sept heures de sommeil, dont tout homme peut se contenter, le lever de trois heures du matin oblige d'en prendre huit, six avant matines et deux après ; car de réduire à une heure le second sommeil, ce serait une pure chimère, vu que c'est à peine si ces deux heures, même dans les sujets les mieux disposés, donnent un repos suffisant. C'est donc chaque jour une perte d'une heure, et d'une heure au moment le plus précieux, qui est le matin.

5^o Le lever étant à trois heures du matin pour matines, le second à six heures pour Prime et la messe conventuelle, il en résulte que les religieux n'ont aucun moment dans la matinée pour se livrer à l'oraison et au recueillement dans leur particulier, ce qui entraîne en beaucoup un affaiblissement de l'onction intérieure et de l'esprit de leur état. Au contraire, le lever étant à quatre heures du matin et l'office des matines ne durant guère qu'une heure, les religieux auraient entre cet office et celui de prime une heure pour se recueillir dans l'oraison, chacun selon la mesure de sa piété et la méthode qu'il trouverait dans son cœur. Ces raisons m'ont toujours persuadé que l'organisation de notre Province ne serait achevée que par l'établissement du lever de nuit à quatre heures du matin. C'est aussi le vœu de plusieurs de nos

Pères les plus graves et le principal objet dont s'occupera notre premier Chapitre provincial, convoqué pour le samedi 24 avril courant.

Etant donc supposé que l'heure des matines sera ainsi définitivement constituée, voici quel serait le règlement intérieur de la Province de France :

Lever à quatre heures du matin en toute saison.
Matines dix minutes plus tard.

A six heures un quart, le premier coup de cloche étant à six, méditation d'un quart d'heure, prime et la messe conventuelle.

A onze heures et demie, tierce, sexte et none, auxquelles on ajoute vêpres pendant le Carême.

A midi, le dîner, suivi d'une récréation jusqu'à deux heures moins un quart.

A deux heures moins un quart, les vêpres, sauf pendant le Carême.

A sept heures du soir, le souper ou la collation, puis récréation jusqu'à huit heures.

A huit heures, complies, le chant du *Salve regina* et de l'antienne à saint Dominique, méditation d'un quart d'heure, le tout suivi du coucher, lequel n'a lieu jamais plus tard que neuf heures, même lorsqu'on doit joindre à l'office final la récitation des litanies des Saints ou le chant des litanies de la Sainte-Vierge. Quand il y a lieu à dire l'office de la Sainte-Vierge, on en récite les matines avant celles du grand office, les petites heures avant prime, les vêpres avant celles du

grand office, et complies à la fin de tout l'office.

L'office des morts se récite au chœur le mercredi immédiatement avant le souper. La messe se dit le lendemain comme messe conventuelle et est suivie du chant du *Libera*. Si cette messe ne peut pas se célébrer le jeudi, à cause d'une solennité, ou que le mercredi lui-même soit empêché, le Prieur transporte l'office des morts au jour le plus convenable avant ou après le mercredi.

Ce règlement très-simple partage l'office en parties qui ne sont point lourdes, et qui se placent dans la journée selon l'intention de l'Eglise. Il donne aux religieux un repos suffisant, soit par le sommeil, soit par les récréations, et il leur assure onze heures de travail par jour, y compris le temps donné par chacun à la piété, savoir : une heure le matin, entre matines et prime ; cinq heures, entre la messe conventuelle et les petites heures ; cinq heures encore dans l'après-midi, entre vêpres et le souper.

Dans notre pensée, il doit être sanctionné par le Chapitre provincial, et nul n'aura le droit dans la Province d'y apporter des changements, pas même le Provincial, à plus forte raison les simples Prieurs. S'il est nécessaire d'introduire dans nos Eglises publiques certains exercices propres à nourrir la piété des fidèles, le Provincial en donne l'autorisation ou le Chapitre provincial.

Quant à la grand'messe et aux vêpres les jours

de dimanches et fêtes, il n'est pas possible d'en déterminer absolument les heures, à cause des paroisses, dont il ne faut pas blesser les convenances, et des fidèles, dont il faut ménager la satisfaction; mais notre usage ordinaire, sauf obstacle, est de chanter la grand'messe à neuf heures du matin et les vêpres à deux heures de l'après-midi.



CHAPITRE QUATRIÈME

De la réforme de l'Ordre en général



Depuis le milieu du XIV^e siècle, la régularité n'a pu se rétablir dans l'universalité de notre Ordre. La plupart des Provinces, tantôt l'une, tantôt l'autre, et souvent presque toutes ensemble, se sont détachées de l'observance, et les Congrégations, fondées comme un remède extrême à cet état douloureux, n'ont pu elles-mêmes se généraliser ni se perpétuer. Cette impuissance d'une réforme universelle me paraît avoir tenu à deux causes principales : 1^o l'immense quantité des Provinces, de couvents et de religieux qui composaient notre Ordre, et qui ne permettait à aucune action réformatrice d'y pénétrer avec éten-

due et à fond ; 2^o l'inoccupation d'une multitude de religieux , privés par la force des choses de l'activité apostolique ou doctrinale qui est de l'essence de notre Ordre.

Aujourd'hui ces deux causes n'existent plus. Les événements accomplis dans la Chrétienté ont réduit notre Ordre à un très-petit nombre de provinces, de couvents et de religieux, et ils ont en même temps, soit par la diminution de la foi, soit par la diminution du clergé, préparé à l'apostolat une mission qui n'a pour ainsi dire pas de bornes. C'est donc une occasion unique qui nous est offerte par la Providence, et si nous ne savons pas en profiter pour régénérer notre Ordre de sa base au sommet, on ne voit pas ce que nous pouvons attendre pour nous sauver.

J'estime donc :

1^o Qu'il faut respecter à tout prix les choses essentielles de l'Ordre.

2^o Qu'il est nécessaire de déterminer d'une manière précise, et avec une autorité souveraine, les modifications qu'il est possible et souhaitable d'y apporter sans blesser sa nature, sa forme, sa fin et ses moyens.

3^o Qu'il faut ordonner à chaque Province de régler d'une manière uniforme, sous l'approbation du maître général, la distribution de tous ses exercices intérieurs.

4^o Qu'on doit procéder à une nouvelle édition de nos Constitutions, laquelle a été demandée expressément par tous les Chapitres généraux célébrés au XVIII^e siècle. Je ne citerai que celui de 1731 ; il s'exprime ainsi : « *Committimus eidem*
 « *reverendissimo (scilicet magistro ordinis) ut*
 « *eligat quatuor religiosos nostros ex doctiori-*
 « *bus, provecioribus magisque informatis, qui-*
 « *bus demandetur provincia revidendi Consti-*
 « *tutiones, earumque glossas et ordinationes,*
 « *ac referendi futuro Capitulo generali 1724*
 « *quænam exigant correctionem, vel emenda-*
 « *tionem, sive declarationem, et aliam provi-*
 « *sionem in omnibus his quæ spectant statum*
 « *et commodum religionis, ac observantiam et*
 « *disciplinam regularem; atque desuper a præ-*
 « *dicto capitulo statuatur, ad formam constitu-*
 « *tionum, tam ut in posterum omnes tollantur*
 « *occasiones quæstionum et dubitationum.....*
 « *ac constitutiones imprimendæ sint cum ali-*
 « *qua mutatione, sive in ipsis, sive in glossis,*
 « *ut tandem, Deo benedante, nostrarum cons-*
 « *titutionum editio prodeat correcta, expers*
 « *confusionis numerisque absoluta, quæ hacte-*
 « *nus invidia temporum minime fuit execu-*
 « *tioni data.* » (Comm. 2.)

5^o Une fois nos lois éclaircies, assurées, tempérées sans violer leur essence, il devrait être sévèrement interdit à toute Province ayant l'esprit de

vie et de régularité de laisser former dans son sein des Congrégations de plus stricte observance ; car ces Congrégations, remède extrême et malheureux aux maux du relâchement, dissolvent les Provinces, exagèrent le régime d'un Ordre, en changent l'esprit, et, après avoir brillé quelque temps, s'évanouissent, en laissant derrière elles une plaie plus profonde et une plus vaste désorganisation. Lorsqu'on ne peut mieux faire, il faut s'y résigner ; mais partout où la régularité est réelle, il n'y a rien de plus à craindre.

Ce que je crains plus encore, c'est qu'on ne fasse rien. Si l'on ne fait rien, voici ce qui arrivera. La plupart de nos Provinces continueront à languir dans l'inobservance et l'anéantissement. Quelques-unes feront un suprême effort pour se relever ; mais, faute d'une base certaine, renouvelée dans son autorité, fortifiée par un acte qui ne laisse plus de prise aux prétextes et aux discussions, elles échoueront dans cet effort. La Province de France elle-même, malgré sa sève toute jeune et toute vivante, se laissera prendre au piège de l'exagération, si elle ne tombe en celui du relâchement. Des esprits, plus attentifs à leur goût particulier qu'à l'avantage général, se plaindront d'une rigueur qui ne leur paraîtra point assez stricte ; ils aspireront à fonder quelque Congrégation d'observance plus entière. D'autres, sans aller jusque-là, seront inquiets de leur vie ; la lecture

des Constitutions, demeurées en leur vieil état, sollicitera leurs inquiétudes. D'autres enfin, s'appuyant des mitigations accordées, en réclameront de plus grandes. La terre solide manquera de toutes parts sous nos pieds, et rien de divisé ne pouvant avoir de durée, peut-être avant un quart de siècle cet ouvrage s'en ira de soi-même; au lieu d'avoir été un germe de vie semé dans la décadence de notre Ordre, nous n'aurons été que les Epaminondas d'une autre Thèbes.

Fait à Flavigny, dans notre couvent de Saint-Dominique, le 18 avril 1852.

FR.-HENRI-DOMINIQUE LACORDAIRE,
Provincial de France.

Post-Scriptum, 21 mai 1852. — Le Chapitre provincial a adopté à l'unanimité l'esprit du présent Mémoire, après en avoir entendu la lecture; et, discussion faite des points particuliers qui y sont relatés comme usage et règlement de la Province de France, il les a tous consacrés, sauf la question du lever de nuit pour matines, pour laquelle il s'en est remis par une humble supplique à la décision souveraine du Chef de l'Eglise.

GTU Library



3 2400 00591 7343

